

ANALYSE DE PRESSE DE 14H00 23/07/2018

FRANCE

LE GOUVERNEMENT VEUT GÉNÉRALISER LES ZONES À FAIBLES ÉMISSIONS ET FAVORISER LE COVOITURAGE

Le gouvernement a dévoilé le 20 juillet de nouvelles mesures visant à favoriser les alternatives à la voiture individuelle et à verdir les transports traditionnels, prélude à sa future loi d'orientation sur les mobilités. Il a surtout mis l'accent sur le nécessaire engagement des collectivités territoriales, en promettant en échange un cadre réglementaire avantageux. La quinzaine de territoires les plus pollués (dont Marseille-Aix, Nice, Lyon, ou Strasbourg) devront mettre en place d'ici à 2020 des zones à faibles émissions (ZFE) pour y restreindre la circulation des véhicules les plus polluants. Des engagements seront signés en octobre. Cette mesure s'ajoute au plan d'action déjà soumis par la France à Bruxelles en février dernier, afin d'éviter une sanction qui pourrait intervenir d'ici à 2019. Le gouvernement s'engage pour sa part à mettre en place les conditions (contrôle automatique des plaques, etc.) pour rendre ces zones viables car, si les collectivités peuvent en créer depuis 2015, seules Grenoble et Paris ont franchi le pas.

Le gouvernement prévoit la fin de la vente des voitures neuves émettrices de gaz à effet de serre d'ici à 2040 ; il veut multiplier par 5 celles de véhicules électriques et par 15 celle de poids lourds à faibles émissions d'ici à 2025.

Il revient aussi aux collectivités de favoriser le covoiturage via des voies réservées, à l'image de ce qui est expérimenté dans les Hauts-de-Seine sur l'A86.

Par ailleurs, le bonus-malus à l'achat d'un véhicule neuf en fonction de ses émissions de CO2 sera renforcé, tout comme le soutien à l'achat de poids lourds qui ne roulent pas au gazole, et l'aide au déploiement des bornes de recharge pour véhicules électriques. Ce dernier point est « une première étape indispensable » pour accélérer le déploiement des voitures électriques, a estimé Luc Chatel, président de la Plateforme automobile, dans une déclaration envoyée à l'AFP. Il appelle aussi à une extension du bonus aux véhicules hybrides rechargeables et à ce que les malus « restent dimensionnés au plus juste [...] sans en faire un nouvel impôt » sur les voitures neuves.

Source : AFP (20/7/18)

Par Alexandra Frutos

PRÉCISIONS SUR LES MESURES ANNONCÉES PAR LE GOUVERNEMENT EN FAVEUR DE LA MOBILITÉ

Le 20 juillet, le gouvernement a annoncé les mesures suivantes en faveur d'une mobilité plus respectueuse de l'environnement. Pour développer le covoiturage, il mettra en place les mesures nécessaires (contrôles des plaques d'immatriculation, etc.) et un cadre fiscal favorable pour ouvrir la possibilité dès 2019 aux collectivités, sur une base volontaire, de créer des voies réservées ou partagées avec les transports en commun. Il souhaite également permettre aux salariés d'être remboursés par leur employeur d'une partie de leurs frais de transport pour se rendre sur leur lieu de travail lorsqu'ils font du covoiturage.

De plus, le malus appliqué à l'achat d'un véhicule neuf en fonction de ses émissions de CO2 sera renforcé ; le seuil de déclenchement du malus sera abaissé de 120 g/km à 117 g/km en 2019, puis il diminuera encore les années suivantes. Il avait déjà été réduit de 127 g/km à 120 g/km cette année. Le bonus sera lui aussi maintenu à un niveau élevé, sur une trajectoire non encore précisée, le gouvernement voulant éviter les effets d'aubaine ou d'attentisme.

En matière d'aide à l'achat de poids lourds moins polluants, le suramortissement de 40 % accordé à l'achat d'un poids lourd ne roulant pas au gazole sera prolongé jusqu'en 2021. Il devait s'arrêter en 2019. Il sera plus élevé pour les petits poids lourds qui circulent surtout dans les centres-villes. Concernant jusqu'ici essentiellement les véhicules roulant au gaz naturel, il sera ouvert aux véhicules hydrogène et électriques.

Un appel à projets pour les transports en commun propres sera également intégré à la programmation des infrastructures.

Pour déployer les infrastructures de recharges, les coûts de raccordement des bornes de recharge au réseau électrique seront assumés à 75 % par le gestionnaire du réseau (et donc in fine par la facture d'électricité), contre 40 % actuellement. La recharge gratuite mise à disposition par les entreprises à leurs salariés sur leur site ne sera plus considérée comme un avantage en nature et sera donc défiscalisée.

En outre, quinze territoires devront s'engager à la rentrée auprès de l'Etat à créer d'ici à 2020 des zones à faibles émissions (ZFE), où la circulation de certains types de véhicules polluants sera restreinte. Pour rendre ces zones opérationnelles, l'Etat mettra en place le cadre pour permettre les contrôles automatisés, la vidéo-verbalisation.

Source : AFP (20/7/18)

[Par Alexandra Frutos](#)

GÉRALD DARMANIN CONFIRME L'AUGMENTATION DES TAXES SUR LES CARBURANTS

Le ministre de l'Action et des Comptes publics Gérald Darmanin, à qui Var Matin demandait si les taxes de carburants allaient diminuer pour favoriser le pouvoir d'achat, a répondu : « Non ! Au contraire, on va les augmenter car le diesel est une des premières causes de mortalité dans les villes ». Le ministre a ajouté que des « dizaines de milliers de morts [étaient] causés par le diesel chaque année ».

« Pendant des années on a fait acheter du diesel, mais aujourd'hui nous devons passer à une transition énergétique plus écologique », a expliqué M. Darmanin, qualifiant par ailleurs la prime de conversion de « grand succès » et confirmant que ceux qui passaient à l'électrique réalisaient de grandes économies.

Source : VAR MATIN (20/7/18)

Par Alexandra Frutos

UN RAPPORT ACCABLANT DÉNONCE L'ÉTAT DES ROUTES DE FRANCE

Un audit a été commandé par la Direction des infrastructures de transport du ministère à NiBuxs et IMDM, des bureaux d'études suisses. Consacré à « l'état du réseau routier national non concédé » – les 12 000 km d'autoroutes et de routes nationales gérées par l'Etat qui voient passer 18,5 % du trafic français – il se penche aussi sur « la politique d'entretien de ce réseau ». Les conclusions de cette étude conduite entre octobre 2017 et février 2018, mise en ligne sur le site du ministère des Transports il y a quelques jours, sont accablantes. En effet, 17 % du réseau présentent aujourd'hui un état de dégradation plus ou moins important, et 7 % des autres infrastructures (ponts, tunnels) nécessitent des travaux de rénovation. D'après Pierre Chasseray, délégué général de l'association 40 millions d'automobilistes, « 47 % des accidents de la route mettent en cause la qualité ou l'entretien des infrastructures routières ».

Les auteurs de l'audit constatent « un sous-investissement chronique en matière d'entretien routier ». L'étude teste cinq scénarios budgétaires, sur vingt ans, dont l'un correspond au cadre défini pour 2018-2023, à savoir 800 millions d'euros par an : « Seul le scénario prévoyant une hausse substantielle des ressources financières permet de garantir la pérennité des niveaux de service ». Concrètement, pour que les routes restent praticables, l'Etat devrait payer environ un milliard d'euros par an, jusqu'en 2037. Sur les ponts routiers, l'audit est particulièrement inquiétant : « Aucun scénario ne permet le maintien de l'état actuel du parc d'ici à vingt ans ». A l'heure actuelle, sur les 12 000 ponts que compte le réseau national non concédé, un tiers nécessitent des réparations. « En France, un pont par jour disparaît de la liste des ponts sécurisés », indique Christian Tridon, du Syndicat des entrepreneurs spécialistes de réparation et de renforcement des structures.

Les professionnels de la route attendent la loi d'orientation des mobilités, qui devrait être présentée en Conseil des ministres à la rentrée, puis sa traduction budgétaire dès la loi de finances pour 2019, comme l'a indiqué la ministre des Transports Elisabeth Borne. « La clé est que le coût de l'entretien curatif est vingt fois plus élevé que celui de l'entretien préventif », déplore Pascal Tebibel, du groupe Colas, leader mondial de la construction de routes.

Source : JOURNAL DU DIMANCHE (22/7/18)

Par Alexandra Frutos

EUROPE

KIA A RÉALISÉ UN PREMIER SEMESTRE RECORD EN EUROPE

Kia a battu un nouveau record de ventes en Europe au premier semestre, avec 264 010 véhicules écoulés (+ 5 %), ce qui place la marque coréenne en bonne voie pour atteindre son objectif de plus de 500 000 ventes dans cette région sur l'ensemble de l'année, estime Emilio Herrera, directeur des opérations de Kia Motors Europe.

Le dirigeant souligne en outre les bonnes performances des modèles à énergies alternatives, dont les ventes ont progressé de 46 % sur le semestre, à 27 507 unités. Le Niro hybride demeure le modèle le plus vendu dans cette catégorie, avec 17 307 unités, tandis que la version hybride rechargeable a séduit 5 019 acheteurs.

Le Sportage reste la locomotive de Kia en Europe avec 67 870 unités vendues sur les six premiers mois de l'année, soit 25 % des ventes totales.

En France, Kia a enregistré une progression de 19,6 % de ses ventes au premier semestre, à 23 587 unités, un résultat « en ligne avec notre objectif annuel de 43 000 véhicules », a indiqué Marc Hedrich, directeur général de Kia Motors France.

Source : JOURNALAUTO.COM (20/7/18)

Par Frédérique Payneau

ALLEMAGNE

VERS UN RAPPEL DE PORSCHE PANAMERA EN ALLEMAGNE

Le KBA (office fédéral des transports) s'apprêterait à imposer un rappel obligatoire à Porsche, concernant ses Panamera diesel, soupçonnées d'être équipées de logiciels truqueurs.

« Le KBA imposera prochainement un rappel obligatoire des Porsche Panamera après la découverte d'une manipulation des systèmes de purification des gaz d'échappements conduisant à une augmentation des émissions d'oxyde d'azote (NOx) », a fait savoir le journal allemand SPIEGEL.

Les autorités allemandes avaient déjà imposé de précédents rappels à Porsche en mai (53 000 Macan et 6 750 Cayenne) suite à la détection de logiciels « non autorisés ». En 2017 également, 22 000 Cayenne avaient été rappelés.

Ces rappels s'inscrivent dans le scandale des moteurs truqués du groupe Volkswagen.

Dans le cadre de cette affaire, un dirigeant de Porsche a été incarcéré en avril en Allemagne, dans le cadre d'une enquête pour fraude, parallèle à celles menées contre Volkswagen et Audi. Selon la presse allemande, il s'agirait de Jörg Kerner, ancien responsable des moteurs de Porsche.

Source : AUTOMOBILWOCHE (20/07/18), AFP, LES ECHOS (21/07/18)

Par Cindy Lavrut

VOLKSWAGEN SE PRÉPARE À STOCKER DES VÉHICULES EN ATTENDANT LE PASSAGE AU CYCLE WLTP

Le groupe Volkswagen se prépare à stocker des véhicules en attendant le passage au cycle WLTP. Il a pour cela loué plusieurs parkings pour ses modèles qui ne satisferont pas au test WLTP lors de son entrée en vigueur le 1er septembre.

Volkswagen avait indiqué que des goulots d'étranglement auprès des organismes d'homologation juste avant l'entrée en vigueur du cycle WLTP risquaient de **ralentir la production de Volkswagen durant quelques mois** (le constructeur ralentissant sa production pour éviter des stocks trop importants de véhicules en attente d'homologation).

Volkswagen avait déjà annoncé qu'il allait **stocker une partie de ces véhicules en attente d'homologation à l'aéroport BER de Berlin.**

Désormais, il va louer des parkings couverts sur plusieurs étages, ainsi que des parkings en plein air.

En juin, Volkswagen avait admis que jusqu'à 250 000 véhicules pourraient être mis en attente d'homologation.

Pour limiter ces stocks, Volkswagen a déjà annoncé qu'il allait suspendre la production dans ses usines de Wolfsburg (pour un à deux jours par semaine entre août et fin septembre), Zwickau (plusieurs jours) et Emden (quelques jours durant le second semestre).

Source : AUTOMOTIVE NEWS EUROPE, AUTOMOBILWOCHE (22/07/18)

Par Cindy Lavrut

FORD VA RAPPELER PRÈS DE 200 000 VÉHICULES EN ALLEMAGNE

Le constructeur Ford va rappeler 189 800 véhicules en Allemagne, en raison d'un problème sur le plateau de pression. Les modèles Focus, C-Max, Galaxy, S-Max, Kuga, Mondeo et Transit Connect sont affectés.

Les modèles affectés sont dotés de motorisations Ecoboos à essence de 1,0 litre, 1,5 litre et 1,6 litre et de boîtes de vitesses à 6 rapports.

Le défaut du plateau de pression peut conduire à une baisse de la vitesse et de la puissance du véhicule.

Dans le détail, les Focus, C-Max et Transit Connect produits entre le 1er août 2012 et le 30 juin 2016, les Galaxy et S-Max dotés de moteurs de 1,6 l produits entre le 1er août 2009 et le 31 décembre 2014, les Galaxy et S-Max dotés de moteurs de 1,5 l produits entre le 1er août 2013 et le 30 juin 2016, ainsi que les Mondeo et Kuga produits entre le 1er août 2013 et le 30 juin 2016, sont affectés par ce rappel.

Source : AUTOMOBILWOCHE (20/07/18)

Par Cindy Lavrut

PLUS DE 200 000 AUTOMOBILISTES ONT PROFITÉ DE LA PRIME À LA CONVERSION EN ALLEMAGNE

Plus de 200 000 automobilistes ont profité de la « prime à la conversion » en Allemagne. Cette prime a été mise en place par les constructeurs, afin d'encourager les propriétaires de diesel anciens à opter pour des modèles plus propres (diesel Euro 6 ou électrifiés).

Cette prime a été mise en place par les constructeurs durant l'été 2017, à la veille du sommet sur le diesel qui s'était déroulé le 2 août.

Le groupe Volkswagen a indiqué que plus de 210 000 véhicules diesel anciens de ses différentes marques avaient pu être retirés de la circulation depuis la mise en place de cette prime. Au sein du groupe VW, la prime n'était valable que si les clients optaient pour un modèle respectueux de l'environnement (diesel Euro 6 ou électrifié) et s'ils mettaient leur ancien diesel à la casse. Le groupe a mis fin à sa prime à la fin du mois de juin.

Daimler de son côté a indiqué que quelque 25 000 de ses clients avaient bénéficié de sa prime à la conversion (pour les marques Mercedes et Smart). Le constructeur ne s'est pas encore prononcé

sur la possibilité d'étendre cette mesure jusqu'au 31 décembre.

BMW en revanche n'a pas communiqué de données détaillées sur sa prime à la conversion. Elle n'était valable que sur les modèles émettant moins de 130 g de CO2/km.

Ford Allemagne a seulement indiqué que – depuis qu'il a introduit sa prime – environ 25 % de ses clients avaient pu bénéficier de cette aide.

Enfin, Opel n'a pas communiqué sur cette prime.

Source : AUTOMOBILWOCHE (21/07/18), SÜDDEUTSCHE ZEITUNG (22/07/18)

Par Cindy Lavrut

MOIA LANCERA SON SERVICE DE MOBILITÉ À HANOVRE LE 30 JUILLET

Moia, la filiale du groupe Volkswagen dédiée à la mobilité, a annoncé qu'elle lancerait son service de partage de courses en taxis à Hanovre le 30 juillet.

Ce service a été testé auprès de 3 500 utilisateurs ; la version test prendra fin quand la version officielle et publique sera lancée.

Dans un premier temps, quelque 15 000 utilisateurs supplémentaires seront invités à utiliser le service, puis l'application sera ouverte à tous les habitants de Hanovre (et ce, d'ici à la fin de l'année).

La flotte de Moia se compose de Transporter T6 à essence, qui récupèrent plusieurs utilisateurs qui réservent – via l'application – une course similaire.

Lors de la période de test, les courses coûtaient environ 6 cents du km. Le prix devrait être relevé maintenant que le service est officiellement lancé.

Le but est de proposer un service situé entre les taxis et les transports en commun en termes de prix.

Le service de Moia s'étendra initialement sur environ 90 km², ce qui couvrira environ 75 % des habitants de la ville de Hanovre.

Source : AUTOMOBILWOCHE (20/07/18)

Par Cindy Lavrut

MME MERKEL VEUT UNE DÉCISION SUR LES REMISES AUX NORMES DES DIESEL PRÉ-EURO 6 D'ICI À LA FIN DU MOIS DE SEPTEMBRE

La Chancelière allemande Angela Merkel veut qu'une décision sur les remises aux normes des diesel (mise à jour logicielle, solution mécanique, etc.) soit prise d'ici à la fin du mois de septembre.

Cette question divise les différents partis dans la coalition au pouvoir.

« Nous devons trouver une solution raisonnable d'ici à la fin septembre, en prenant en compte l'urgence d'empêcher de possibles interdictions de circulation », a déclaré la Chancelière.

Mme Merkel a regretté que les rapports des groupes de travail sur les coûts et résultats des

différentes solutions (notamment pour les réparations mécaniques, particulièrement controversées) n'aient pas encore présentés.

Le Ministre allemand des Transports a souligné que pour chacune des solutions proposées, les aspects légaux, techniques et financiers doivent être envisagés.

Des interdictions de circulation pour les diesel pré-Euro 6 seraient planifiées pour le 5 septembre dans la région de la Hesse.

Source : AUTOMOBILWOCHE (20/07/18)

Par Cindy Lavrut

LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE L'ADMINISTRATION TRUMP POURRAIT COÛTER JUSQU'À 20 MILLIARDS D'EUROS À L'ALLEMAGNE

La politique douanière de l'Administration Trump pourrait coûter jusqu'à 20 milliards d'euros à l'Allemagne, selon des estimations de l'Institut pour la macro-économie et la recherche conjoncturelle.

L'institut a ajouté que sans les taxes à l'importation décidées par les États-Unis, les entreprises pourraient investir davantage. Sans ces investissements, les revenus risquent de diminuer, et des emplois pourraient être supprimés.

Il s'agit néanmoins du pire scénario, si les taxes sur les produits importés depuis l'Union Européenne (notamment sur les automobiles) étaient confirmées.

Source : SPIEGEL (21/07/18)

Par Cindy Lavrut

AUSTRALIE

SSANGYONG VA ÉTABLIR UNE FILIALE COMMERCIALE EN AUSTRALIE

Ssangyong a annoncé qu'il établirait au mois de novembre une filiale commerciale en Australie, où la part des tout-terrain de loisir dans les ventes de véhicules est passée de 18 % en 2006 à 39 % en 2017, a-t-il indiqué.

Le constructeur coréen prévoit de lancer le Tivoli, le G4 Rexton et le Rexton Sports sur le marché australien.

« Ssangyong a pour ambition de faire de l'Australie l'un de ses quatre principaux marchés à l'exportation avec l'Europe, le Moyen-Orient et l'Amérique latine », a indiqué un porte-parole de l'entreprise.

Au premier semestre, les ventes de Ssangyong dans le monde ont baissé de 4,8 %, à 66 948 unités.

Source : YONHAP (23/7/18)

Par Frédérique Payneau

BRÉSIL

VOLKSWAGEN IMPOSE DES CONGÉS SANS SOLDE À SES SALARIÉS BRÉSILIENS

Volkswagen impose des congés sans solde à une partie de ses salariés brésiliens, afin d'adapter la production de son usine de Sao Bernardo do Campo, suite à une demande en baisse (à la fois au Mexique, mais aussi à l'exportation vers le Mexique et l'Argentine).

Ce congé d'un mois débutera le 21 août et concernera environ un millier d'ouvriers, selon les représentants syndicaux.

L'usine de Sao Bernardo do Campo produit les modèles Jetta, Saveiro et Polo, ainsi que la variante berline de la Virtus. Le site emploie environ 8 000 personnes au total.

Volkswagen n'a pas souhaité commenter cette information.

Source : AUTOMOTIVE NEWS EUROPE (20/07/18)

Par Cindy Lavrut

CHINE

FAW TABLE SUR UNE BAISSSE DE SON BÉNÉFICE NET

Le constructeur chinois FAW table sur une baisse de son bénéfice net de 63 % à 78 % au premier semestre (soit 60 à 100 millions de yuans – 7,55 à 12,58 millions d'euros).

FAW explique cette baisse de son bénéfice net par une concurrence accrue sur le marché automobile chinois, par la hausse des prix des matières premières et par des ajustements dans sa gamme de produits.

Source : GASGOO.COM (23/07/18)

Par Cindy Lavrut

LE PARC AUTOMOBILE CHINOIS S'EST ÉTABLI À 319 MILLIONS DE VÉHICULES

Le parc automobile chinois s'est établi à 319 millions de véhicules au 30 juin 2018, selon le Ministère chinois de la Sécurité publique.

Au premier semestre de 2018, 16,36 millions de nouvelles immatriculations de véhicules ont été enregistrées (contre 15,94 millions d'unités au premier semestre de 2017).

En outre, le parc de véhicules à énergies alternatives s'est établi à 1,99 million d'unités en Chine.

Dans le pays, 58 villes disposent d'un parc automobile de plus d'un million de véhicules et 7 villes affichent un parc de plus de 3 millions d'unités.

De plus, le nombre de détenteurs du permis de conduite s'est élevé à 396 millions de personnes, dont 29,3 % de femmes.

Source : XINHUA NEWS (16/07/18)

Par Cindy Lavrut

CORÉE DU SUD

GM VA INVESTIR DANS SA PRINCIPALE USINE EN CORÉE DU SUD

General Motors va investir 50 millions de dollars pour agrandir sa principale usine en Corée du Sud, qui est située à Bupyeong, dans le cadre de ses efforts pour redresser sa filiale coréenne GM Korea.

La capacité de production annuelle du site sera accrue de 75 000 unités et passera à 430 000 unités d'ici à 2019, a précisé GM Korea. Le Chevrolet Trax, qui est actuellement assemblé dans l'usine Bupyeong 1, sera également produit à Bupyeong 2. Une centaine d'ingénieurs seront en outre recrutés.

« Ces nouveaux investissements s'ajoutent à ceux de 2,8 milliards de dollars annoncés en mai pour fabriquer deux tout nouveaux véhicules en Corée, ainsi qu'aux 2,8 milliards de dollars pour restructurer le bilan de l'entreprise », a déclaré Barry Engle, directeur de GM en charge de l'international.

Le patron de GM Korea, Kaher Kazem, a souligné les progrès récents de l'entreprise. « Nous avons lancé de nouveaux produits, comme la Spark et l'Equinox, et réalisé nos meilleures ventes mensuelles cette année en juin. Nous avons presque doublé notre part de marché au cours des trois derniers mois », a-t-il indiqué. La part de marché du constructeur est passée de 2-3 % au premier trimestre à 6-7 % au deuxième trimestre. Ses ventes ont augmenté de 6,5 % en juin, à 46 546 unités, mais elles ont reculé de 12 % sur les six premiers mois de l'année, à 246 386 unités.

Source : YONHAP (20/7/18)

Par Frédérique Payneau

ACCORD SUR LES SALAIRES CHEZ HYUNDAI EN CORÉE DU SUD

La direction et le syndicat qui représente les ouvriers de Hyundai en Corée du Sud ont conclu vendredi dernier un protocole d'accord sur une revalorisation des salaires pour cette année.

Cet accord, qui sera soumis à l'approbation des ouvriers syndiqués cette semaine, prévoit une hausse de 45 000 wons (33,89 euros) du salaire de base, le paiement de primes et des mesures pour réduire le temps de travail. Les deux parties ont également convenu de chercher à accroître la productivité et de créer un fonds de 50 milliards de wons (37,6 millions d'euros) pour aider les sous-traitants.

C'est la première fois depuis huit ans que les négociations salariales chez Hyundai débouchent sur un accord avant le début des congés d'été.

Source : YONHAP (20/7/18)

Par Frédérique Payneau

ETATS-UNIS

EN 2020, LE SALON DE DETROIT AURA LIEU EN JUIN

En 2020, le salon de l'automobile de Detroit aura lieu non plus au mois de janvier, mais au mois de juin, et la manifestation, repensée, inclura des espaces de présentation en extérieur et de nouvelles activités et événements, ont indiqué les organisateurs du salon, avant une annonce officielle prévue le 24 juillet.

Source : AUTOMOTIVE NEWS (23/7/18)

Par Frédérique Payneau

TESLA AURAIT DEMANDÉ DES RISTOURNES À SES FOURNISSEURS SUR DES CONTRATS PASSÉS

Tesla a demandé à des fournisseurs de lui reverser une partie des sommes payées pour des contrats passés, a rapporté le Wall Street Journal.

Le quotidien économique, qui a pu consulter une note interne du constructeur américain de voitures électriques adressée la semaine dernière à certains de ses fournisseurs, voit dans cette initiative le signe que Tesla a un besoin crucial d'être soutenu dans une période critique de développement. L'entreprise demande en quelque sorte des rabais sur des contrats payés depuis 2016 pour lui permettre de devenir rentable, indique-t-il.

« La note du constructeur, envoyée par un responsable de l'approvisionnement mondial, décrit cette demande comme essentielle à la poursuite des opérations de Tesla », précise le WSJ.

Source : AFP (23/7/18)

Par Frédérique Payneau

GENTEX A ACCRU SON BÉNÉFICE NET DE 23 % AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Gentex a annoncé pour le deuxième trimestre un bénéfice net de 109 millions de dollars, en hausse de 23 %, et un chiffre d'affaires de 455 millions de dollars, en progression d'environ 3 %.

Sur les six premiers mois de 2018, le spécialiste des rétroviseurs a progressé de 18 %, à 220,3 millions de dollars, et son chiffre d'affaires a augmenté de 3 % environ, à 920,4 millions de dollars.

L'équipementier a indiqué qu'il tablait désormais sur un chiffre d'affaires compris entre 1,88 et 1,91 milliard de dollars pour l'ensemble de l'année. Sa précédente estimation était comprise entre 1,89 et 1,97 milliard de dollars.

Source : AUTOMOTIVE NEWS (20/7/18)

Par Frédérique Payneau

INDE

TATA COMPTE DE NOUVEAU AFFICHER EN 2018 UNE CROISSANCE NETTEMENT SUPÉRIEURE À CELLE DU MARCHÉ

Tata estime que ses ventes afficheront une croissance nettement supérieure à celle du marché cette année encore. Au premier trimestre, le constructeur a progressé de 52 %, sur un marché total

des VP en hausse de 13 %. « L'industrie automobile indienne devrait afficher en 2018 une hausse comprise entre 7 et 8 %, et nous ferons de toute évidence bien mieux. L'an passé, nous avons progressé de 31 % », déclare Mayank Pareek, directeur général de la division VP de Tata Motors.

M. Pareek estime en outre que l'Inde pourrait devenir le troisième marché mondial des VP d'ici à 2022, avec un volume de 5 millions d'unités. « Nous misons sur la durabilité et le long terme, plutôt que sur l'augmentation rapide de notre part de marché », a-t-il ajouté.

Tata doit introduire le SUV Harrier sur le marché indien début 2019 ; le véhicule reprend une plateforme de Land Rover.

Source : ECONOMIC TIMES (18/7/18)

Par Juliette Rodrigues

ISRAËL

BOSCH A ACQUIS UNE PARTICIPATION DE 9 % DANS ANYVISION

L'équipementier allemand Bosch a acquis une participation de 9 % dans AnyVision, une start-up israélienne (spécialisée dans la reconnaissance de visage, d'objets et de personnes, basée sur l'intelligence artificielle).

Bosch a ainsi été le principal investisseur dans la levée de fonds effectuée par AnyVision. La start-up a au total pu lever 28 millions de dollars.

Deux fonds américains – non nommés – ont également pris part à cette levée de fonds.

Source : CTECH (22/07/18)

Par Cindy Lavrut

ITALIE

MIKE MANLEY, PATRON DE JEEP, PREND LA TÊTE DE FCA APRÈS LE DÉPART PRÉCIPITÉ DE SERGIO MARCHIONNE

Gravement malade, Sergio Marchionne cède sa place aux commandes de Fiat Chrysler Automobiles (FCA) et Ferrari, qui ont respectivement désigné les patrons de Jeep, Mike Manley, et de Philip Morris, Louis Carey Camilleri, pour lui succéder. M. Marchionne était également président de CNH Industrial et sera remplacé à ce poste par la Britannique Suzanne Wood.

Dans un communiqué, FCA annonce « avec un profond chagrin que, durant la semaine, M. Marchionne a souffert de complications inattendues après une intervention chirurgicale, qui ont sérieusement empiré ces dernières heures. Par conséquent, M. Marchionne ne pourra pas reprendre le travail ». Les administrateurs des trois groupes se sont réunis en urgence samedi après-midi pour évoquer cette succession anticipée. Agé de 66 ans, M. Marchionne avait subi une opération en juin, officiellement à l'épaule droite. Sa dernière apparition publique remonte au 27 juin, quand il a remis une Jeep aux carabinieri de Rome.

M. Marchionne, qui avait pris les commandes de Fiat en 2004, prévoyait de passer les rênes de FCA dans le courant de l'année 2019. En 14 ans, il a profondément remodelé le groupe, d'abord en redressant Fiat, en l'alliant en 2009 à l'américain Chrysler, tout en détachant, d'une part, les activités gros engins/camions en 2011 pour créer CNH Industrial et, d'autre part, le joyau Ferrari en

janvier 2016. John Elkann, petit-fils de Gianni Agnelli et président-directeur général d'Exor, la holding familiale qui détient près de 30 % de Fiat, 27 % de CNH Industrial et 23 % de Ferrari, s'est dit « profondément triste ». « C'est une situation qui était encore impensable il y a quelques heures, et qui nous laisse tous avec un réel sentiment d'injustice. Mes pensées vont d'abord à Sergio et à sa famille », a-t-il déclaré un communiqué.

Mike Manley (54 ans), président de Jeep et de Ram, sera chargé de prendre le relais. Il est arrivé à la tête de Jeep en 2009, en pleine tempête dans le secteur automobile américain. Sous sa direction, le constructeur est passé de 337 000 véhicules vendus en 2008 à près de 1,4 million en 2017, et vise 1,9 million cette année. Selon Morgan Stanley, Jeep devrait d'ailleurs représenter à lui seul près de 70 % des profits de FCA cette année. Jeep figure en outre en tête des marques « Premium » – avec Alfa Romeo et encore Maserati – qui sont au cœur du plan stratégique 2018-2022 présenté par M. Marchionne début juin, parallèlement au développement des voitures hybrides et électriques.

« Comme FCA cherche un successeur depuis quelque temps, et que le successeur a participé à l'élaboration du plan sur cinq ans récemment annoncé, la transition pourrait se faire malgré tout en douceur », a estimé Stephanie Brinley, experte automobile au cabinet IHS Markit. Cette transition pourrait être aussi facilitée par le tonus de FCA, qui a enregistré de nouveaux résultats records en 2017 et a ramené fin juin à zéro sa dette nette industrielle – contre 7,7 milliards d'euros fin 2014.

Du côté de Ferrari aussi les résultats financiers sont plus que satisfaisants. La marque au cheval cabré, qui limite volontairement sa production pour maintenir son caractère exclusif, a réalisé en 2017 un chiffre d'affaires de 3,42 milliards d'euros (+ 10 %) et un bénéfice net de 537 millions d'euros (+ 34 %). Les fonctions de M. Marchionne chez Ferrari vont désormais être dédoublées : John Elkann devient président, tandis que Louis Camilleri est nommé administrateur délégué. M. Camilleri est entré en 1978 chez Philip Morris, et il est depuis 2002 le président directeur général de ce groupe, très lié à Ferrari via le sponsoring de la Scuderia.

La presse et une partie de la classe politique italienne saluaient dimanche « la fin d'une époque » avec le départ de Sergio Marchionne, patron emblématique de Fiat pendant 14 ans mais désormais « en fin de vie », selon plusieurs médias. « Sergio Marchionne a été un grand protagoniste de la vie économique des 15 dernières années (...) Il a réussi à donner un avenir à Fiat quand cela semblait impossible. Il a créé des emplois, pas des chômeurs. Chapeau », a salué l'ancien chef du gouvernement, Matteo Renzi.

Source : AFP, AUTOMOTIVE NEWS, IL SOLE-24 ORE (22/7/18)

Par Juliette Rodrigues

RUSSIE

A LA MI-JUILLET, LA RUSSIE COMPTAIT 3 465 CONCESSIONNAIRES OFFICIELS

Selon l'agence Autostat, à la mi-juillet, la Russie comptait 3 465 concessionnaires officiels, soit 25 de moins qu'en janvier 2018 (3 490). Sur la période, 222 nouvelles concessions ont ouvert et 247 ont fermé.

Parmi les marques qui ont perdu le plus de concessions figurent Ssangyong (42 concessions de moins) et UAZ (21 de moins), tandis que les marques chinoises telles que FAW et Geely ont renforcé leur réseau, avec respectivement 19 et 10 nouvelles concessions ouvertes.

Source : AUTOSTAT (20/7/18)

Par Juliette Rodrigues

LES VENTES DE LADA DANS L'UNION EUROPÉENNE ONT PROGRESSÉ DE 10,7 % AU PREMIER SEMESTRE

Entre janvier et juin 2018, Lada a vendu 2 270 voitures neuves dans l'Union européenne, an hausse de 10,7 %, indique l'agence Autostat.

En dépit de cette croissance non négligeable, les volumes de ventes de Lada sur le marché de l'UE restent très faibles ; sa part de marché s'établit à 0,035 %, supérieure à celle de Bentley, Bugatti et Lamborghini, mais inférieure à celle de Maserati ou Dodge.

Source : AUTOSTAT (20/7/18)

Par [Juliette Rodrigues](#)